

FedEx Express FR

Société par actions simplifiée au capital de 300.345.284,56 euros

Siège social : 58 avenue Leclerc - 69007 Lyon

973 505 357 R.C.S. Lyon

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 15 OCTOBRE 2025

(...)

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice clos le 31 mai 2025 s'élevant à 25 442 730 euros de la manière suivante :

ORIGINE

- Bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2024	24.442.730 euros
- Montant du compte « report à nouveau » créditeur au 31 décembre 2024	139.879.023 euros
Total égal au bénéfice distribuable	164.321.753 euros

AFFECTATION

- Au compte « réserve légale » à hauteur de 5 % du bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2024	1.272.137 euros
- Au compte « autres réserves », à hauteur du solde, soit	163.049.616 euros

L'Associé Unique constate que les comptes de « réserve légale », de « report à nouveau » et « autres réserves » s'élèvent, après affectation, respectivement à 10.383.778 euros, 0 euro et 163.049.616 euros.

L'Associé Unique, conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

(...)

Certifié conforme

DocuSigned by:

2C2201E8BBC4470...

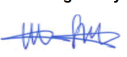
Eser Sezek
Président

FedEx Express FR
Société par actions simplifiée au capital de 300.345.284,56 euros
Siège social : 58 avenue Leclerc - 69007 Lyon
973 505 357 R.C.S. Lyon

COMPTES ANNUELS ET ANNEXE

AU 31 MAI 2025

Certifiés conformes

DocuSigned by:

2C2201E8BBC4470...

Eser Sezek
Président

SAS FEDEX EXPRESS FR

Comptes annuels

Bilan au 31/05/2025

58 avenue Leclerc

69007 Lyon

SIRET : 97350535700275

Arrêté des Comptes

Arrêté des comptes de l'exercice 2025

M Eser Sezek, Président de la société SAS FedEx Express FR, arrête le 29 septembre 2025 les comptes de la société au 31 mai 2025 présentant un bilan dont le total s'élève 969 211 164 € et un résultat positif de 25 442 730 €.

Bilan - Actif :

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/05/2025	31/05/2024
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	4 172 200	4 172 200		
Concessions, brevets et droits similaires	4 562 135	4 535 723	26 412	26 592
Fonds commercial	298 082 947	15 244	298 067 702	298 067 702
Autres immobilisations incorporelles	24 000 000	14 000 000	10 000 000	11 999 999
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				807 247
Constructions	1 228 276	489 983	738 293	371 157
Installations techniques, matériel, outillage	102 667 431	66 745 653	35 921 778	33 216 423
Autres immobilisations corporelles	134 068 311	117 498 740	16 569 571	17 783 497
Immobilisations en cours	623 205		623 205	235 306
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	8 179 707	7 605 748	573 958	573 958
Créances rattachées à des participations	16 616 986	16 616 986		
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 500 616		5 500 616	2 961 439
ACTIF IMMOBILISE	599 701 818	231 680 280	368 021 537	366 043 325
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	4 156 884		4 156 884	4 579 965
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	9 253 960		9 253 960	5 393 342
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	273 056 536	37 576 153	235 480 382	227 042 665
Autres créances	342 523 927	1 921 185	340 602 742	209 628 067
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	7 152 256		7 152 256	6 434 955
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	4 543 400		4 543 400	6 764 274
ACTIF CIRCULANT	640 686 965	39 497 338	601 189 627	459 843 270
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 240 388 784	271 177 619	969 211 164	825 886 595

Bilan - passif :

Rubriques	31/05/2025	31/05/2024
Capital social ou individuel (dont versé : 300 345 285)	300 345 284	297 843 400
Primes d'émission, de fusion, d'apport	41 849 595	41 849 595
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	9 111 641	7 347 613
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	48 980	48 980
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	139 879 023	106 362 498
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	25 442 730	35 280 552
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		486 964
CAPITAUX PROPRES	516 677 254	489 219 604
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	11 187 963	13 581 691
Provisions pour charges	80 199 709	45 774 304
PROVISIONS	91 387 672	59 355 995
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		4
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	61 315 833	35 094 871
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	16 391 893	18 209 739
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	137 104 735	87 660 350
Dettes fiscales et sociales	139 631 586	127 044 707
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 147 439	6 483 461
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2 554 748	2 817 861
DETTES	361 146 236	277 310 995
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	969 211 164	825 886 595

Compte de Résultat :

Rubriques	France	Exportation	31/05/2025	31/05/2024
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	976 331 466	928 238 634	1 904 570 100	1 958 489 318
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	976 331 466	928 238 634	1 904 570 100	1 958 489 318
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charge			68 281 354	35 641 851
Autres produits			7 203 348	3 794 810
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 980 054 803	1 997 925 980
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 966	-95 760
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			423 080	-492 058
Autres achats et charges externes			1 442 442 292	1 497 878 719
Impôts, taxes et versements assimilés			11 561 515	13 207 408
Salaires et traitements			226 137 192	233 018 440
Charges sociales			105 101 582	105 512 147
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			16 274 152	15 650 281
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			37 046 822	24 487 696
Dotations aux provisions			18 239 744	17 433 865
Autres charges			36 391 697	38 976 281
CHARGES D'EXPLOITATION			1 893 620 045	1 945 577 020
RESULTAT D'EXPLOITATION			86 434 757	52 348 959
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			5 936 424	6 200 938
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				14 376
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			5 936 424	6 215 314
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				46 086
Différences négatives de change				6 934
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				53 020
RESULTAT FINANCIER			5 936 424	6 162 293
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			92 371 182	58 511 253

Compte de Résultat suite :

Rubriques	31/05/2025	31/05/2024
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		16 701 532
Produits exceptionnels sur opérations en capital	16 964 232	250 016
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	6 805 705	17 066 204
PRODUITS EXCEPTIONNELS	23 769 937	34 017 753
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	9 344 543	17 738 157
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	10 147 473	11 554 848
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	36 059 416	5 272 622
CHARGES EXCEPTIONNELLES	55 551 433	34 565 628
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-31 781 495	-547 875
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	8 989 383	5 694 407
Impôts sur les bénéfices	26 157 574	16 988 418
TOTAL DES PRODUITS	2 009 761 166	2 038 159 048
TOTAL DES CHARGES	1 984 318 436	2 002 878 495
BENEFICE OU PERTE	25 442 730	35 280 552

ANNEXE

L'annexe au bilan et au compte de résultat est présentée pour l'exercice clos le 31/05/2025. Le total du bilan avant répartition est de 969 211 165 €, présenté sous forme de liste. Le résultat dégagé à la clôture de l'exercice est un bénéfice 25 442 730 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/06/2024 au 31/05/2025. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'entreprise :

L'activité de la société couvre les principaux domaines suivants :

- L'étude, la recherche et l'organisation pour l'amélioration de liaisons de transports, ainsi que leur réalisation, l'activité de commissionnaire de transport, la prise de participations ou d'intérêts directs ou indirects dans toutes les sociétés, l'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières.
- Tous services de quelque nature que ce soit et sous quelque forme que ce soit rendus aux sociétés du Groupe.

Lieu d'exploitation du siège social :

58 Avenue Leclerc, 69007 Lyon

Appartenance à un groupe financier :

Les comptes de FedEx Express France sont consolidés dans les comptes de la société FedEx Corporation, société de droit américain. Une copie des comptes consolidés peut être obtenue auprès de FedEx Corporation, 942 South Shady Grove Road, Memphis, Tennessee 38120, Etats-Unis d'Amérique (PCG art. 833-2/9 modifié).

Conformément à l'article 233-17 du Code de commerce et à l'article 248-13 du décret du 23 mars 1967, la société est exemptée, en tant que mère de sous-groupe, d'établir des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe.

Événements significatifs de l'exercice

Contrôle de la DREETS :

A la suite d'un courrier en date du 12 avril 2024, la Direction Régionale de l'Economie et du Travail (DREETS) de la Région Auvergne-Rhône Alpes a notifié à FedEx Express FR que cette dernière ferait l'objet d'un contrôle portant sur ses relations commerciales avec ses fournisseurs. La DREETS a confirmé que ce contrôle fait partie d'une enquête sectorielle concernant plus particulièrement les retards de paiement des fournisseurs et des sous-traitants. Une réponse à la demande initiale a été transmise par la Société à la DREETS le 14 août 2024.

La procédure de contrôle a suivi son cours durant l'exercice. De multiples échanges ont ainsi eu lieu entre la Société et la DREETS. La Société a communiqué les informations et pièces demandées par la DREETS. La dernière demande de l'inspectrice de DREETS est datée du 20 juin 2025 et porte sur la justification de délais de paiement d'un échantillon de factures. Les conclusions de ce contrôle devraient être rendue au cours de l'exercice 2025/2026. A ce stade d'avancement de la procédure le management estime qu'aucun risque n'est à provisionner.

Vérification de la Comptabilité par l'Administration Fiscale :

Un contrôle fiscal a démarré le 9 mars 2023 portant sur les exercices 2019, 2020 et 2021. Le contrôle portait principalement sur la comptabilité générale et auxiliaire, la méthodologie des prix de transferts, les systèmes informatiques et les autres taxes (TVA, taxe sur les bureaux etc...). La société a accepté des redressements en matière de TVA déduite à tort sur des factures de véhicules de tourisme et de carburant ainsi que sur les taxes sur les bureaux. Concernant le redressement en matière de TVA, la provision de 843 865 euros enregistrée sur l'exercice fiscal précédent a été reprise en intégralité sur cet exercice à la suite du paiement de la TVA et des pénalités pour un montant total de 906 536 euros en février 2025. Les redressements en matière de prix de transfert ont été abandonnées par l'administration à la suite de la communication d'éléments additionnels par la société. La société faisant partie d'un groupe fiscal c'est sa société mère, Fedex Express France Holding qui a procédé au règlement des rehaussements d'impôt sur les sociétés pour les années 2019, 2020 et 2021 pour un montant total pénalité incluses de 1 421 709 €.

La vérification de la comptabilité est dorénavant terminée.

Contrôle URSSAF Rhône-Alpes :

Le contrôle des URSSAF Rhône-Alpes débuté sur l'exercice 2024 s'est achevé sur le premier trimestre de l'exercice 2025. Une lettre d'observation a été signée le 19 septembre 2024. Le montant réclamé s'élève à 3 194 368 € au titre des cotisations et à 131 797 € au titre de la majoration de redressement pour absence de mise en conformité. La Société a adressé ses observations aux URSSAF le 15 novembre 2024. La société a pris la décision de provisionner un montant de 3.6M€ afin de couvrir l'entière responsabilité du risque. A la suite de discussions avec les URSSAF, ceux-ci ont abandonné une partie du redressement. La provision a ainsi été réduite de 1 m€ pour être ramenée à 2.6 m€. Bien que les avis de mise en recouvrement aient été contestés la société a procédé au paiement de 2 235 535 € de cotisation plus 238 521€ de majoration le 2 avril 2025 afin d'éviter les intérêts de retard. Le reliquat de provision dans les comptes s'élève à la clôture à 126 126 €. La procédure de contestation est toujours en cours à la clôture de l'exercice.

Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) :

Le projet de réorganisation Seagull - NH a impliqué une restructuration. Un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) a débuté en septembre 2022. A la date de clôture 2025 la provision relative à ce plan s'élève à 2.7 m€ pour 4 salariés restants dans le plan.

Le projet Puzzle initié à partir de mai 2023 vise à réorganiser les activités domestiques de FedEx en France (activités opérationnelles et commerciales). Bien qu'aucun licenciement n'ait été initialement prévu dans le cadre de cette réorganisation, 22 employés ont refusé les modifications de contrats proposées. Ceci a entraîné la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi, pour lequel une provision de 4 282 K€ a été comptabilisé en avril 2024. A la date de clôture 2025 la provision relative à ce plan s'élève à 2.3 m€ pour 11 salariés restants dans le plan.

Le Groupe Fedex a annoncé en juin 2024 un nouveau plan de réduction des effectifs au niveau européen : projet Forward. Le plan concernera les exercices 2025 et 2026. Les négociations entreprises avec les instances représentatives du personnel ont débuté par une information consultation du CSE Central les 24, 25 et 26 juin 2024. Un accord de méthode a été conclu le 4 juillet 2024 avec les organisations syndicales. Les négociations se sont déroulées lors de cinq réunions les 4, 10, 11, 17 et 26 septembre 2024. L'accord PSE final a été signé par 3 organisations syndicales le 9 octobre 2024 et la DREETS a validé le plan le 28 novembre 2024. Le plan concerne 171 employés et a démarré en mars 2025. Au cours de l'exercice la société a provisionné un montant total de 36 059 416 € et repris 1 886 145 € au titre des versements effectués de mars à mai 2025. Le solde de la provision à la clôture s'élève à 34 173 262 €.

Réorganisation Groupe FedEx :

Dans le cadre d'une réorganisation interne visant à simplifier la structure du groupe FedEx du fait de l'absence d'activité de Federal Express International (France) (« FRA »), la société FedEx Express FR (« FFR ») a procédé à l'acquisition de la totalité des 11.080 parts sociales composant le capital de FRA, auprès de ses associés (les « Cédants »), la société Federal Express International, Inc. (« FEII ») et la société Federal Express Holdings US 11, LLC (« US 11 LLC ») (l'« Acquisition ») moyennant un prix de cession de 2.495.000 euros (le « Prix de Cession »), aux termes d'un contrat de cession, rédigé en langue anglaise et intitulé « share purchase agreement » avec effet au 1er avril 2025 (le « Contrat de Cession »).

Le 1er avril 2025, FFR est ainsi devenue l'associé unique de FRA et a décidé, aux termes de l'assemblée générale de cette dernière en date du même jour, la dissolution sans liquidation de FRA par transmission universelle de son patrimoine à FFR, qui a été définitivement réalisée 21 mai 2025, à l'issue du délai d'opposition des créanciers de 30 jours qui avait débuté le 21 avril pour se terminer le 20 mai 2025 et à l'issue duquel aucune opposition n'a été formulée.

Le Prix de Cession de l'Acquisition a fait l'objet de créances de prix dont la FFR était débitrice à l'encontre des Cédants selon la répartition suivante :

- à hauteur de 2.370.250 euros correspondant à la portion du Prix de Cession dû à FEII (la « Créance 1 »),
- à hauteur de 124.750 euros correspondant à la portion du Prix de Cession dû à US 11 LLC (la « Créance 2 ») et avec la Créance 1 les « Créances »).

Afin de permettre le remboursement des Créances, les opérations suivantes ont été réalisées successivement le 1er avril 2025, dans le prolongement de l'Acquisition :

- (i) distribution par US 11 LLC de la Créance 2 au profit de FEII en vue de la détention par cette dernière de l'intégralité des Créances ; puis
- (ii) apport, par FEII, d'un montant en numéraire égal à 2.512.142,28 euros (le « Montant en Numéraire ») au profit de Federal Express Europe, Inc. ; puis
- (iii) apport, par Federal Express Europe, Inc., d'un montant égal au Montant en Numéraire au profit de FedEx Express Netherlands Holding, Inc. ; puis
- (iv) apport par FedEx Express Netherlands Holding, Inc. d'un montant égal au Montant en Numéraire au profit de FedEx Acquisition B.V. ; puis

(v) apport par FedEx Acquisition B.V. d'un montant égal au Montant en Numéraire au profit de FedEx Express Holding Netherlands B.V. ; puis

(vi) apport par FedEx Express Holding Netherlands B.V. d'un montant égal au Montant en Numéraire au profit de FedEx Express International B.V. ; puis

A l'issue de ces opérations préalables :

- Fedex Express France Holding a réalisé le 1er avril 2025, une augmentation de son capital souscrite par son associé unique, la société FedEx Express International B.V., en rémunération de son apport en numéraire d'un montant de 2.512.142,28 euros ; Le capital de la Société a ainsi été augmenté d'un montant 2.512.142,28 euros, pour le porter de 418.690.380 euros à 421.202.522,28 euros, par élévation de la valeur nominale des 20.934.519 actions existantes de la Société, sans création de nouvelles actions, de 20 euros à 20,12 euros chacune (l' « Augmentation de Capital »)

- FFR a réalisé le 4 avril 2025 une augmentation de son capital souscrite par son associé unique, la société FedEx Express France Holdings, en rémunération de son apport en numéraire d'un montant de 2.501.884,56 euros ; le capital de FFR a ainsi été augmenté d'un montant 2.501.884,56 euros, pour le porter de 297.843.400 euros à 300.345.284,56 euros, par élévation de la valeur nominale des 1.489.217 actions existantes de la Société, sans création de nouvelles actions, de 200 euros à 201,68 euros chacune.

L'Augmentation de Capital de Fedex Express France Holding, ainsi que celle subséquente de FFR a donc eu pour objet exclusif :

- de financer l'Acquisition par FFR de 100 % des parts composant le capital de FRA auprès de FEII et US 11 LLC) ; et
- de rembourser le montant intégral des Créances de prix dont FFR était débitrice du fait de l'Acquisition au profit de FEII

Prêts et emprunts :

Aux termes d'un contrat de prêt en langue anglaise intitulé "*Intercompany Promissory Note*", en date du 7 avril 2025, la Société a prêté la somme de 163.000.000 euros à son associé unique, la société FedEx Express France Holding. La date de maturité de ce prêt est fixée au 7 avril 2026 et le taux d'intérêt appliqué est de 2.70%.

Changement de date de clôture comptable :

Le groupe Fedex a annoncé son intention de modifier la date de de clôture des comptes au 31 décembre pour l'ensemble des sociétés du groupe. La dernière clôture au 31 mai sera celle de l'exercice 2025 / 2026. Un exercice de 7 mois sur l'année 2026 (de juin à décembre) permettra ainsi à l'année fiscale de coïncider avec l'année civile.

Evénements postérieurs à la clôture :

Afin de continuer de simplifier la structure du groupe FedEx, il est envisagé de procéder à la liquidation amiable de sa filiale allemande Jet Services Deutschland GmbH en raison de sa nature « dormante » (n'ayant ni salarié, ni activité depuis plusieurs années).

Aucun autre événement important n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice écoulé et la date du présent rapport de gestion.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par le règlement 2020-01 qui modifie le règlement ANC N°2016-07 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que le règlement ANC 2020-01 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice. Les conventions générales ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1 Principales règles et méthodes comptables

1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent à des études, des développements informatiques, des achats de logiciels, ainsi qu'à des marques et brevets.

Ces frais sont immobilisés à leur valeur d'acquisition et amortis linéairement sur 36 mois ou 48 mois.

A la suite des opérations de fusions entre FedEx et TNT, les immobilisations incorporelles listées ci-dessous ont été reconnues au bilan. Ces intangibles ont fait l'objet d'un test de dépréciation. Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté au titre de l'exercice.

Les principales hypothèses retenues pour déterminer la valeur d'utilité de la société sur l'exercice à partir de la méthode DCF sont :

- Des projections réalisées sur 5 ans
- Un taux de croissance à long terme de 2%
- Un coût moyen pondéré du capital de 9.5%

En K€	Valeur Brute au 5/31/2024	Augmentation	Cession	Amortissements	Valeur Brute au 5/31/2025	Amortissement / Dépréciation au 31/05/2025	VNC au 5/31/2025
Goodwill FRB (Lees1)	26				26	0	26
Goodwill FRB (Lees2)	50				50	0	50
Goodwill FEFR (Lees1)	221				221	0	221
Clientèle FEFR (Lees1)	24				24	14	10
FRB Fond Commercial	1				1	0	1
Total	322	0	0	0	322	14	308

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Constructions 14 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers 10 ans
- Installations téléphoniques 5 ans
- Matériel et Outillage 5 ans
- Convoyage, table à rouleaux, matériel lecture sûreté (machine X-Ray) 7 ans
- Matériel lecture fixe 10 ans
- Matériel de transport 4 ans
- Matériel de bureau et Informatique 3 à 5 ans
- Matériel lecture portable (Scanners WT-MC, GPS) 5 ans
- Imprimantes 4 ans
- Mobilier 10 ans

Les biens achetés d'occasion sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée de vie résiduelle estimée.

1.2 Immobilisations financières

Les titres de participation ainsi que les autres immobilisations financières sont évalués au prix d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

La comparaison entre la quote-part de situation nette et la valeur nette comptable des titres de participation ne sert qu'à identifier un éventuel indice de perte de valeur. Le cas échéant, la valeur d'utilité est déterminée en utilisant la méthode du DCF (discounted cash-flow).

Une dépréciation est constituée, le cas échéant, pour ramener la valeur de la participation à sa valeur d'utilité. Celle-ci est déterminée en fonction de la quote-part des capitaux propres détenue et des perspectives d'évolution.

1.3 Stocks

Valorisation du stock (valeur brute)

Les stocks sont essentiellement constitués de carburant, de fournitures consommables et de vêtements de travail. Ils sont évalués au coût réel d'achat selon la méthode du coût moyen pondéré.

Dépréciation des stocks

Lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure à la valeur brute déterminée aux conditions énoncées ci-dessus, une dépréciation des stocks est constituée pour le montant de la différence.

1.4 Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées pour tenir compte des risques de non-recouvrement appréciés au cas par cas.

1.5 Provisions pour risques & charges

Des provisions sont constituées pour prendre en compte les risques et charges résultant des risques identifiés (litiges, procès, amendes et pénalités...).

D'une manière générale chacun des litiges connus dans lesquels la société est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires pour couvrir les risques estimés ont été comptabilisées.

Au 31 mai 2025 le montant total des provisions pour risques et charges s'établit à 91 387 672 euros, dont le détail est le suivant :

Litiges salariés:	-5 838
Litiges commerciaux:	-4 013
IDR, MDT et ESA:	-40 992
Litige URSSAF + autres	-1 337
Provision risques et charges divers :	—
Provision pour restructuration:	-39 208
TOTAL:	-91 388

1.6 Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de la clôture.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée en « écart de conversion ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

1.7 Engagements de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés font l'objet d'une provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'appuie sur les hypothèses suivantes et est conforme aux recommandations de l'ANC:

- Taux d'actualisation de 3.80%;
- Tables d'espérance de vie et de quotient de mortalité issues de l'INSEE 2018-2020 ;
- Départ à la retraite à l'âge légal, établi à 64 ans suite à l'adoption de la réforme des retraites ;
- Paramètres propres à chacun des salariés de la société : âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel ;
- Données spécifiques à la société : convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale (+2,20%), inflation (+2,20%) par année, charges sociales 50%.

Le montant de l'indemnité de départ à la retraite s'établit à 27 200 175 euros à la clôture de l'exercice.

Contrairement à l'année dernière ou la Société avait décidé d'utiliser une méthode par projection pour l'évaluation de l'engagement, l'évaluation de cette année est complète et repose sur les données de l'année.

2 Informations complémentaires

2.1 Gratifications accordées au titre des Médailles du travail

Ces engagements sont évalués à la valeur actuelle probable des droits acquis en tenant compte des dispositions légales et des accords d'entreprise en fonction d'hypothèses actuarielles tenant compte principalement de l'inflation jusqu'à l'obtention des médailles, de la rotation du personnel et des tables de mortalité.

Les engagements ainsi calculés sont comptabilisés en provision pour risques (avis 2004-05 du 25/03/2004 du CNC).

2.2 Engagements en matière de droit individuel de formation

Suite aux nouvelles dispositions législatives, l'intégralité des heures de Droits Individuels à la Formation (DIF) a été transférée dans le Compte Personnel de Formation (CPF), géré par la Caisse des dépôts, l'entreprise n'a plus d'engagements à ce titre.

2.3 Gestion de trésorerie centralisée

La société FedEx Express International BV centralise la trésorerie des filiales et sous filiales du groupe FedEx. Ainsi, chez FedEx Express FR les excédents de trésorerie remontés chez TNT Finance BV sont présentés dans le poste des « Autres créances ».

2.4 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires des Commissaires Aux Comptes sont comptabilisés au niveau du Groupe.

2.5 Transactions avec les entreprises liées

Les transactions de Fedex Express FR avec les entreprises liées sont conclues à des conditions normales de marché et ne sont donc pas détaillées dans cette annexe.

2.6 Autres engagements hors bilan

Les engagements donnés par la Société s'élèvent à 19 280 K€. Ceux-ci sont couverts par des cautions bancaires. Ils concernent la location des dépôts opérationnels (montant de 6 728 K€), les opérations douanières (montant de 10 494 K€ dont une caution de 1 996 K€ en lien avec le litige Conceptus et deux cautions d'un montant total de 2 627 K€ pour le litige Highland Technology) et des fournisseurs (montant de 2 058 K€).

Effectif moyen

Catégories de salariés	Effectif	Effectif N-1
Cadres	1 098	1 136
Agents de maîtrise & techniciens	1 407	1 455
Employés	553	579
Ouvriers	1 892	2 025
TOTAL	4 951	5 195

Composition du capital social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en EUROS
1-Action ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1,489,217	200.00	297,843,400
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			2,501,884
3-Actions ou parts sociales remboursés pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2+3)	1,489,217	201.68	300,345,284

cf. page 9 - Réorganisation du Groupe FedEx

Liste des filiales et participations :

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts avances	Chiffre d'affaires
Siège social	Capitaux propres	Divid. encaiss	Val. nette Titres	Cautions	Resultat
FILIALES (plus de 50%)					
JET SERVICE GMBH*	25 565	100%	6 158 135	—	—
NC	-18 665 994	—	0	—	—
TNT FAA**	1 000 000	100%	2 021 573	—	320 187
58 avenue Général Leclerc, Lyon	625 083	—	573 958	—	7 611
Safir			3 812	—	
NC		—	3 812	—	
*Eléments au 31 mars 2024					
**Eléments au 31 mai 2025					
PARTICIPATION (10 à 50%)					
AUTRES TITRES					

Etat des immobilisations:

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	4 172 200		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	326 645 082		
Terrains	810 830		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	4 927 725		680 563
Constructions sur sol d'autrui	8 020		
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	102 814 189		12 999 478
Installations générales, agenc., aménag.	70 813 156		4 602 937
Matériel de transport	44 546 971		2 298 324
Matériel de bureau, informatique, mobilier	24 797 441		914 752
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	235 306		387 899
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	248 953 640		21 883 955
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	24 796 693		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	2 961 439		2 539 177
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	27 758 132		2 539 177
TOTAL GENERAL	607 529 057		24 423 132

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			4 172 200	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			326 645 082	
Terrains		810 830		
Constructions sur sol propre		4 380 012	1 228 276	
Constructions sur sol d'autrui		8 020		
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.		13 146 236	102 667 431	
Installations générales, agencements divers		6 218 739	69 197 353	
Matériel de transport		116 100	46 729 195	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		7 570 432	18 141 761	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			623 205	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	32 250 371		238 587 224	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			24 796 693	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			5 500 616	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			30 297 309	
TOTAL GENERAL	32 250 371		599 701 818	

Etat des amortissements:

Rubriques	Début d'exercice		Dotations	Reprises	Fin d'exercice	
Frais d'établissements et développement	4 172 200				4 172 200	
Fonds commercial	15 244				15 244	
Autres immobilisations incorporelles	16 535 543		2 000 180		18 535 723	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 722 988		2 000 180		22 723 169	
Terrains	3 582			3 582		
Constructions sur sol propre	4 562 249		54 399	4 126 731	489 916	
Constructions sur sol d'autrui	2 339		802	3 074	66	
Constructions installations générales,agenc.,aménag.						
Installations techniques, matériel et outillage industriels	69 597 766		9 738 942	12 591 054	66 745 653	
Installations générales, agenc. et aménag. divers	60 792 294		2 544 602	1 805 707	61 531 190	
Matériel de transport	39 795 661		955 084		40 750 745	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	21 786 115		997 149	7 566 460	15 216 804	
Emballages récupérables, divers						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	196 540 008		14 290 979	26 096 611	184 734 377	
TOTAL GENERAL	217 262 997		16 291 160	26 096 611	207 457 546	
VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Rubriques	Dotations			Reprises		Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.						
INCORPOREL.						
Terrains						
Construct.						
- sol propre						
- sol autrui						486 964
- installations						-486 964
Install. Tech.						
Install. Gén. Mat.						
Transp. Mat						
bureau Embal						
récup.						
CORPOREL.						486 964
Acquis. titre						
TOTAL						486 964
Charges réparties sur plusieurs exercices						
Début d'exercice		Augmentations		Dotations		
Fin d'exercices						
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

Etat des provisions et dépréciations :

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	486 964		486 964	
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	486 964		486 964	
Provisions pour litiges	12 278 668	6 329 214	8 756 523	9 851 359
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités	1 303 023	4 351 320	4 317 739	1 336 604
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	36 306 875	7 559 210	2 874 481	40 991 604
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	9 467 429	36 059 416	6 318 740	39 208 105
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	59 355 995	54 299 161	22 267 484	91 387 672
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	7 605 748			7 605 748
Dépréciations autres immobilis. financières	16 616 986			16 616 986
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	39 024 459	37 046 823	38 495 129	37 576 153
Autres dépréciations	1 921 185			1 921 185
DEPRECIATIONS	65 168 379	37 046 823	38 495 129	63 720 073
TOTAL GENERAL	125 011 339	91 345 984	61 249 579	155 107 745
Dotations et reprises d'exploitation		55 286 567	54 443 964	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		36 059 416	6 805 705	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

La dotation de 36 059 416 euros sur la ligne Autres provisions pour risques et charges correspond au PSE Forward. cf. page 9.

Etat des créances:

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	16 616 986		16 616 986
Prêts			
Autres immobilisations financières	5 500 616		5 500 616
Clients douteux ou litigieux	41 038 810	41 038 810	
Autres créances clients	232 017 725	232 017 725	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	490 610	490 610	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	38 953 192	38 953 192	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	2 483 998	2 483 998	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	297 780 580	297 780 580	
Débiteurs divers	2 815 545	2 815 545	
Charges constatées d'avance	4 543 400	4 543 400	
TOTAL GENERAL	642 241 466	620 123 863	22 117 602
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes:

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	355 405	355 405		
Fournisseurs et comptes rattachés	137 104 735	137 104 735		
Personnel et comptes rattachés	63 903 421	63 903 421		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	38 104 207	38 104 207		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	17 078 180	17 078 180		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	20 545 777	20 545 777		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	60 960 427	60 960 427		
Autres dettes	4 147 439	4 147 439		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 554 748	2 554 748		
TOTAL GENERAL	344 754 343	344 754 343		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	40 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	169 249			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Variation des capitaux propres:

Rubriques	Montant
Capitaux propres N-1 après résultat et avant AGO	489 219 604
Distributions	—
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	489 219 604
Variations du capital social	
Variation des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variation des subventions d'investissement et des provisions réglementées	
Variation des autres postes	
Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	489 219 604
Variations du capital social	2 501 884
Variations du compte de l'exploitant	
Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport ...	
Variations des écarts de réévaluation	
Variations des réserves légales, statutaires, contractuelles et autres	1 764 028
Variations des provisions réglementées	-486 964
Variations du report à nouveau	33 516 525
Variations des subventions d'investissement et provisions réglementées	
- Affectations du résultat N-1 en capitaux propres (hors distributions)	-35 280 553
Variations en cours d'exercice	
Capitaux propres à la clôture de l'exercice avant résultat	491 234 524
Résultat de l'exercice	25 442 730
Capitaux propres à la clôture de l'exercice après résultat et avant assemblée annuelle	516 677 254

Charges à payer et produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/05/2025	31/05/2024
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	-	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 662 259	67 533 316
Dettes fiscales et sociales	87 906 729	87 746 248
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 566 310	5 293 610
TOTAL	159 135 298	160 573 174

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/05/2025	31/05/2024
Créances rattachées à des participations	—	—
Autres titres immobilisés		—
Prêts	—	—
Autres immobilisations financières	—	—
Créances clients et comptes rattachés	71 869 061	71 907 136
Autres créances	2 374 955	4 087 124
Valeurs mobilières de placement	—	—
Disponibilités	—	—
TOTAL	74 244 016	75 994 260

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/05/2025	31/05/2024
Produits d'exploitation	2 554 748	2 817 862
Produits financiers		—
Produits exceptionnels		—
TOTAL	2 554 748	2 817 861

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/05/2025	31/05/2024
Charges d'exploitation	4 543 400	6 764 275
Charges financières	—	—
Charges exceptionnelles	—	—
TOTAL	4 543 400	6 764 275

Autres charges d'exploitation

	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/05/2025	31/05/2024
Redevances de marques	14 309 277	14 405 731
Pertes sur créances irrécouvrables	19 344 910	18 672 270
Autres charges de gestion courante	2 737 510	5 898 280
TOTAL	36 391 697	38 976 281

Autres produits d'exploitation

	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/05/2025	31/05/2024
Reprise de Provisions risques et charges	54 443 964	17 400 194
Transfert de charges	13 837 390	18 241 658
Produits de gestion courante	7 203 348	3 794 811
TOTAL	75 484 702	39 436 662

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Charges	Produits
Dotations aux amortissements dérogatoires		486 964
Amendes et pénalités	1 140 856	
TC-Salaires, Honoraires formation, consultants PSE	5 968 225	
Audit URSSAF Paiement	2 235 353	
VECAC	1 330 671	
Projets reorganization (Puzzle)	2 398 789	
PSE Forward	36 059 416	
PCEA		9 014 232
Extourne provisions Heures Sup		7 950 000
Reprise de provision PSE NH Puzzle et Forward		6 318 740
Heures supplémentaires en exceptionnel	6418123	
TOTAL	55 551 433	23 769 937

Transfert de charges

Nature des transferts de charges	Montant 2025	Montant 2024
Transferts de charges d'exploitation	13 837 390	18 241 658
Transferts de charges exceptionnelles		
TOTAL	13 837 390	18 241 658

Les transferts de charges en exceptionnel correspondent au montant des salaires, des honoraires de formations et de consultants versés sur l'exercice dans le cadre du plan social en cours et aux versement exceptionnel (7 419 k€) d'un rattrapage d'heures supplémentaires (6 418 k€)

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du résultat de l'exercice	Montant 2025
Production vendue de services - France	976 331 466
Production vendue de services - CEE et exportation	928 238 634
Total	1 904 570 100



FedEx Express FR
Exercice clos le 31 mai 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres



FedEx Express FR

Exercice clos le 31 mai 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société FedEx Express FR,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FedEx Express FR relatifs à l'exercice clos le 31 mai 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juin 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du Code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 30 septembre 2025

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'N. Perlier', written over a faint horizontal line.

Nicolas Perlier

SAS FEDEX EXPRESS FR

Comptes annuels

Bilan au 31/05/2025

58 avenue Leclerc

69007 Lyon

SIRET : 97350535700275

Arrêté des Comptes

Arrêté des comptes de l'exercice 2025

M Eser Sezek, Président de la société SAS FedEx Express FR, arrête le 29 septembre 2025 les comptes de la société au 31 mai 2025 présentant un bilan dont le total s'élève 969 211 164 € et un résultat positif de 25 442 730 €.

Comptes annuels

Bilan - Actif :

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/05/2025	31/05/2024
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	4 172 200	4 172 200		
Concessions, brevets et droits similaires	4 562 135	4 535 723	26 412	26 592
Fonds commercial	298 082 947	15 244	298 067 702	298 067 702
Autres immobilisations incorporelles	24 000 000	14 000 000	10 000 000	11 999 999
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				807 247
Constructions	1 228 276	489 983	738 293	371 157
Installations techniques, matériel, outillage	102 667 431	66 745 653	35 921 778	33 216 423
Autres immobilisations corporelles	134 068 311	117 498 740	16 569 571	17 783 497
Immobilisations en cours	623 205		623 205	235 306
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	8 179 707	7 605 748	573 958	573 958
Créances rattachées à des participations	16 616 986	16 616 986		
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 500 616		5 500 616	2 961 439
ACTIF IMMOBILISE	599 701 818	231 680 280	368 021 537	366 043 325
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	4 156 884		4 156 884	4 579 965
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	9 253 960		9 253 960	5 393 342
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	273 056 536	37 576 153	235 480 382	227 042 665
Autres créances	342 523 927	1 921 185	340 602 742	209 628 067
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	7 152 256		7 152 256	6 434 955
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	4 543 400		4 543 400	6 764 274
ACTIF CIRCULANT	640 686 965	39 497 338	601 189 627	459 843 270
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 240 388 784	271 177 619	969 211 164	825 886 595

Bilan - passif :

Rubriques	31/05/2025	31/05/2024
Capital social ou individuel (dont versé : 300 345 285)	300 345 284	297 843 400
Primes d'émission, de fusion, d'apport	41 849 595	41 849 595
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	9 111 641	7 347 613
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	48 980	48 980
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	139 879 023	106 362 498
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	25 442 730	35 280 552
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		486 964
CAPITAUX PROPRES	516 677 254	489 219 604
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	11 187 963	13 581 691
Provisions pour charges	80 199 709	45 774 304
PROVISIONS	91 387 672	59 355 995
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		4
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	61 315 833	35 094 871
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	16 391 893	18 209 739
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	137 104 735	87 660 350
Dettes fiscales et sociales	139 631 586	127 044 707
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 147 439	6 483 461
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2 554 748	2 817 861
DETTES	361 146 236	277 310 995
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	969 211 164	825 886 595

Compte de Résultat :

Rubriques	France	Exportation	31/05/2025	31/05/2024
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	976 331 466	928 238 634	1 904 570 100	1 958 489 318
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	976 331 466	928 238 634	1 904 570 100	1 958 489 318
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charge			68 281 354	35 641 851
Autres produits			7 203 348	3 794 810
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 980 054 803	1 997 925 980
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 966	-95 760
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			423 080	-492 058
Autres achats et charges externes			1 442 442 292	1 497 878 719
Impôts, taxes et versements assimilés			11 561 515	13 207 408
Salaires et traitements			226 137 192	233 018 440
Charges sociales			105 101 582	105 512 147
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			16 274 152	15 650 281
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			37 046 822	24 487 696
Dotations aux provisions			18 239 744	17 433 865
Autres charges			36 391 697	38 976 281
CHARGES D'EXPLOITATION			1 893 620 045	1 945 577 020
RESULTAT D'EXPLOITATION			86 434 757	52 348 959
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			5 936 424	6 200 938
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				14 376
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			5 936 424	6 215 314
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				46 086
Différences négatives de change				6 934
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				53 020
RESULTAT FINANCIER			5 936 424	6 162 293
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			92 371 182	58 511 253

Compte de Résultat suite :

Rubriques	31/05/2025	31/05/2024
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		16 701 532
Produits exceptionnels sur opérations en capital	16 964 232	250 016
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	6 805 705	17 066 204
PRODUITS EXCEPTIONNELS	23 769 937	34 017 753
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	9 344 543	17 738 157
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	10 147 473	11 554 848
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	36 059 416	5 272 622
CHARGES EXCEPTIONNELLES	55 551 433	34 565 628
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-31 781 495	-547 875
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	8 989 383	5 694 407
Impôts sur les bénéfices	26 157 574	16 988 418
TOTAL DES PRODUITS	2 009 761 166	2 038 159 048
TOTAL DES CHARGES	1 984 318 436	2 002 878 495
BENEFICE OU PERTE	25 442 730	35 280 552

ANNEXE

L'annexe au bilan et au compte de résultat est présentée pour l'exercice clos le 31/05/2025. Le total du bilan avant répartition est de 969 211 165 €, présenté sous forme de liste. Le résultat dégagé à la clôture de l'exercice est un bénéfice 25 442 730 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/06/2024 au 31/05/2025. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'entreprise :

L'activité de la société couvre les principaux domaines suivants :

- L'étude, la recherche et l'organisation pour l'amélioration de liaisons de transports, ainsi que leur réalisation, l'activité de commissionnaire de transport, la prise de participations ou d'intérêts directs ou indirects dans toutes les sociétés, l'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières.
- Tous services de quelque nature que ce soit et sous quelque forme que ce soit rendus aux sociétés du Groupe.

Lieu d'exploitation du siège social :

58 Avenue Leclerc, 69007 Lyon

Appartenance à un groupe financier :

Les comptes de FedEx Express France sont consolidés dans les comptes de la société FedEx Corporation, société de droit américain. Une copie des comptes consolidés peut être obtenue auprès de FedEx Corporation, 942 South Shady Grove Road, Memphis, Tennessee 38120, Etats-Unis d'Amérique (PCG art. 833-2/9 modifié).

Conformément à l'article 233-17 du Code de commerce et à l'article 248-13 du décret du 23 mars 1967, la société est exemptée, en tant que mère de sous-groupe, d'établir des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe.

Événements significatifs de l'exercice

Contrôle de la DREETS :

A la suite d'un courrier en date du 12 avril 2024, la Direction Régionale de l'Economie et du Travail (DREETS) de la Région Auvergne-Rhône Alpes a notifié à FedEx Express FR que cette dernière ferait l'objet d'un contrôle portant sur ses relations commerciales avec ses fournisseurs. La DREETS a confirmé que ce contrôle fait partie d'une enquête sectorielle concernant plus particulièrement les retards de paiement des fournisseurs et des sous-traitants. Une réponse à la demande initiale a été transmise par la Société à la DREETS le 14 août 2024.

La procédure de contrôle a suivi son cours durant l'exercice. De multiples échanges ont ainsi eu lieu entre la Société et la DREETS. La Société a communiqué les informations et pièces demandées par la DREETS. La dernière demande de l'inspectrice de DREETS est datée du 20 juin 2025 et porte sur la justification de délais de paiement d'un échantillon de factures. Les conclusions de ce contrôle devraient être rendue au cours de l'exercice 2025/2026. A ce stade d'avancement de la procédure le management estime qu'aucun risque n'est à provisionner.

Vérification de la Comptabilité par l'Administration Fiscale :

Un contrôle fiscal a démarré le 9 mars 2023 portant sur les exercices 2019, 2020 et 2021. Le contrôle portait principalement sur la comptabilité générale et auxiliaire, la méthodologie des prix de transferts, les systèmes informatiques et les autres taxes (TVA, taxe sur les bureaux etc...). La société a accepté des redressements en matière de TVA déduite à tort sur des factures de véhicules de tourisme et de carburant ainsi que sur les taxes sur les bureaux. Concernant le redressement en matière de TVA, la provision de 843 865 euros enregistrée sur l'exercice fiscal précédent a été reprise en intégralité sur cet exercice à la suite du paiement de la TVA et des pénalités pour un montant total de 906 536 euros en février 2025. Les redressements en matière de prix de transfert ont été abandonnées par l'administration à la suite de la communication d'éléments additionnels par la société. La société faisant partie d'un groupe fiscal c'est sa société mère, Fedex Express France Holding qui a procédé au règlement des rehaussements d'impôt sur les sociétés pour les années 2019, 2020 et 2021 pour un montant total pénalité incluses de 1 421 709 €.

La vérification de la comptabilité est dorénavant terminée.

Contrôle URSSAF Rhône-Alpes :

Le contrôle des URSSAF Rhône-Alpes débuté sur l'exercice 2024 s'est achevé sur le premier trimestre de l'exercice 2025. Une lettre d'observation a été signée le 19 septembre 2024. Le montant réclamé s'élève à 3 194 368 € au titre des cotisations et à 131 797 € au titre de la majoration de redressement pour absence de mise en conformité. La Société a adressé ses observations aux URSSAF le 15 novembre 2024. La société a pris la décision de provisionner un montant de 3.6M€ afin de couvrir l'entière responsabilité du risque. A la suite de discussions avec les URSSAF, ceux-ci ont abandonné une partie du redressement. La provision a ainsi été réduite de 1 m€ pour être ramenée à 2.6 m€. Bien que les avis de mise en recouvrement aient été contestés la société a procédé au paiement de 2 235 535 € de cotisation plus 238 521€ de majoration le 2 avril 2025 afin d'éviter les intérêts de retard. Le reliquat de provision dans les comptes s'élève à la clôture à 126 126 €. La procédure de contestation est toujours en cours à la clôture de l'exercice.

Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) :

Le projet de réorganisation Seagull - NH a impliqué une restructuration. Un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) a débuté en septembre 2022. A la date de clôture 2025 la provision relative à ce plan s'élève à 2.7 m€ pour 4 salariés restants dans le plan.

Le projet Puzzle initié à partir de mai 2023 vise à réorganiser les activités domestiques de FedEx en France (activités opérationnelles et commerciales). Bien qu'aucun licenciement n'ait été initialement prévu dans le cadre de cette réorganisation, 22 employés ont refusé les modifications de contrats proposées. Ceci a entraîné la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi, pour lequel une provision de 4 282 K€ a été comptabilisé en avril 2024. A la date de clôture 2025 la provision relative à ce plan s'élève à 2.3 m€ pour 11 salariés restants dans le plan.

Le Groupe Fedex a annoncé en juin 2024 un nouveau plan de réduction des effectifs au niveau européen : projet Forward. Le plan concernera les exercices 2025 et 2026. Les négociations entreprises avec les instances représentatives du personnel ont débuté par une information consultation du CSE Central les 24, 25 et 26 juin 2024. Un accord de méthode a été conclu le 4 juillet 2024 avec les organisations syndicales. Les négociations se sont déroulées lors de cinq réunions les 4, 10, 11, 17 et 26 septembre 2024. L'accord PSE final a été signé par 3 organisations syndicales le 9 octobre 2024 et la DREETS a validé le plan le 28 novembre 2024. Le plan concerne 171 employés et a démarré en mars 2025. Au cours de l'exercice la société a provisionné un montant total de 36 059 416 € et repris 1 886 145 € au titre des versements effectués de mars à mai 2025. Le solde de la provision à la clôture s'élève à 34 173 262 €.

Réorganisation Groupe FedEx :

Dans le cadre d'une réorganisation interne visant à simplifier la structure du groupe FedEx du fait de l'absence d'activité de Federal Express International (France) (« FRA »), la société FedEx Express FR (« FFR ») a procédé à l'acquisition de la totalité des 11.080 parts sociales composant le capital de FRA, auprès de ses associés (les « Cédants »), la société Federal Express International, Inc. (« FEII ») et la société Federal Express Holdings US 11, LLC (« US 11 LLC ») (l'« Acquisition ») moyennant un prix de cession de 2.495.000 euros (le « Prix de Cession »), aux termes d'un contrat de cession, rédigé en langue anglaise et intitulé « share purchase agreement » avec effet au 1er avril 2025 (le « Contrat de Cession »).

Le 1er avril 2025, FFR est ainsi devenue l'associé unique de FRA et a décidé, aux termes de l'assemblée générale de cette dernière en date du même jour, la dissolution sans liquidation de FRA par transmission universelle de son patrimoine à FFR, qui a été définitivement réalisée 21 mai 2025, à l'issue du délai d'opposition des créanciers de 30 jours qui avait débuté le 21 avril pour se terminer le 20 mai 2025 et à l'issue duquel aucune opposition n'a été formulée.

Le Prix de Cession de l'Acquisition a fait l'objet de créances de prix dont la FFR était débitrice à l'encontre des Cédants selon la répartition suivante :

- à hauteur de 2.370.250 euros correspondant à la portion du Prix de Cession dû à FEII (la « Créance 1 »),
- à hauteur de 124.750 euros correspondant à la portion du Prix de Cession dû à US 11 LLC (la « Créance 2 ») et avec la Créance 1 les « Créances »).

Afin de permettre le remboursement des Créances, les opérations suivantes ont été réalisées successivement le 1er avril 2025, dans le prolongement de l'Acquisition :

- (i) distribution par US 11 LLC de la Créance 2 au profit de FEII en vue de la détention par cette dernière de l'intégralité des Créances ; puis
- (ii) apport, par FEII, d'un montant en numéraire égal à 2.512.142,28 euros (le « Montant en Numéraire ») au profit de Federal Express Europe, Inc. ; puis
- (iii) apport, par Federal Express Europe, Inc., d'un montant égal au Montant en Numéraire au profit de FedEx Express Netherlands Holding, Inc. ; puis
- (iv) apport par FedEx Express Netherlands Holding, Inc. d'un montant égal au Montant en Numéraire au profit de FedEx Acquisition B.V. ; puis

(v) apport par FedEx Acquisition B.V. d'un montant égal au Montant en Numéraire au profit de FedEx Express Holding Netherlands B.V. ; puis

(vi) apport par FedEx Express Holding Netherlands B.V. d'un montant égal au Montant en Numéraire au profit de FedEx Express International B.V. ; puis

A l'issue de ces opérations préalables :

- Fedex Express France Holding a réalisé le 1er avril 2025, une augmentation de son capital souscrite par son associé unique, la société FedEx Express International B.V., en rémunération de son apport en numéraire d'un montant de 2.512.142,28 euros ; Le capital de la Société a ainsi été augmenté d'un montant 2.512.142,28 euros, pour le porter de 418.690.380 euros à 421.202.522,28 euros, par élévation de la valeur nominale des 20.934.519 actions existantes de la Société, sans création de nouvelles actions, de 20 euros à 20,12 euros chacune (l' « Augmentation de Capital »)

- FFR a réalisé le 4 avril 2025 une augmentation de son capital souscrite par son associé unique, la société FedEx Express France Holdings, en rémunération de son apport en numéraire d'un montant de 2.501.884,56 euros ; le capital de FFR a ainsi été augmenté d'un montant 2.501.884,56 euros, pour le porter de 297.843.400 euros à 300.345.284,56 euros, par élévation de la valeur nominale des 1.489.217 actions existantes de la Société, sans création de nouvelles actions, de 200 euros à 201,68 euros chacune.

L'Augmentation de Capital de Fedex Express France Holding, ainsi que celle subséquente de FFR a donc eu pour objet exclusif :

- de financer l'Acquisition par FFR de 100 % des parts composant le capital de FRA auprès de FEII et US 11 LLC) ; et
- de rembourser le montant intégral des Créances de prix dont FFR était débitrice du fait de l'Acquisition au profit de FEII

Prêts et emprunts :

Aux termes d'un contrat de prêt en langue anglaise intitulé "*Intercompany Promissory Note*", en date du 7 avril 2025, la Société a prêté la somme de 163.000.000 euros à son associé unique, la société FedEx Express France Holding. La date de maturité de ce prêt est fixée au 7 avril 2026 et le taux d'intérêt appliqué est de 2.70%.

Changement de date de clôture comptable :

Le groupe Fedex a annoncé son intention de modifier la date de de clôture des comptes au 31 décembre pour l'ensemble des sociétés du groupe. La dernière clôture au 31 mai sera celle de l'exercice 2025 / 2026. Un exercice de 7 mois sur l'année 2026 (de juin à décembre) permettra ainsi à l'année fiscale de coïncider avec l'année civile.

Evénements postérieurs à la clôture :

Afin de continuer de simplifier la structure du groupe FedEx, il est envisagé de procéder à la liquidation amiable de sa filiale allemande Jet Services Deutschland GmbH en raison de sa nature « dormante » (n'ayant ni salarié, ni activité depuis plusieurs années).

Aucun autre événement important n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice écoulé et la date du présent rapport de gestion.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par le règlement 2020-01 qui modifie le règlement ANC N°2016-07 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que le règlement ANC 2020-01 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice. Les conventions générales ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1 Principales règles et méthodes comptables

1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent à des études, des développements informatiques, des achats de logiciels, ainsi qu'à des marques et brevets.

Ces frais sont immobilisés à leur valeur d'acquisition et amortis linéairement sur 36 mois ou 48 mois.

A la suite des opérations de fusions entre FedEx et TNT, les immobilisations incorporelles listées ci-dessous ont été reconnues au bilan. Ces intangibles ont fait l'objet d'un test de dépréciation. Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté au titre de l'exercice.

Les principales hypothèses retenues pour déterminer la valeur d'utilité de la société sur l'exercice à partir de la méthode DCF sont :

- Des projections réalisées sur 5 ans
- Un taux de croissance à long terme de 2%
- Un coût moyen pondéré du capital de 9.5%

En K€	Valeur Brute au 5/31/2024	Augmentation	Cession	Amortissements	Valeur Brute au 5/31/2025	Amortissement / Dépréciation au 31/05/2025	VNC au 5/31/2025
Goodwill FRB (Lees1)	26				26	0	26
Goodwill FRB (Lees2)	50				50	0	50
Goodwill FEFR (Lees1)	221				221	0	221
Clientèle FEFR (Lees1)	24				24	14	10
FRB Fond Commercial	1				1	0	1
Total	322	0	0	0	322	14	308

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Constructions 14 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers 10 ans
- Installations téléphoniques 5 ans
- Matériel et Outillage 5 ans
- Convoyage, table à rouleaux, matériel lecture sûreté (machine X-Ray) 7 ans
- Matériel lecture fixe 10 ans
- Matériel de transport 4 ans
- Matériel de bureau et Informatique 3 à 5 ans
- Matériel lecture portable (Scanners WT-MC, GPS) 5 ans
- Imprimantes 4 ans
- Mobilier 10 ans

Les biens achetés d'occasion sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée de vie résiduelle estimée.

1.2 Immobilisations financières

Les titres de participation ainsi que les autres immobilisations financières sont évalués au prix d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

La comparaison entre la quote-part de situation nette et la valeur nette comptable des titres de participation ne sert qu'à identifier un éventuel indice de perte de valeur. Le cas échéant, la valeur d'utilité est déterminée en utilisant la méthode du DCF (discounted cash-flow).

Une dépréciation est constituée, le cas échéant, pour ramener la valeur de la participation à sa valeur d'utilité. Celle-ci est déterminée en fonction de la quote-part des capitaux propres détenue et des perspectives d'évolution.

1.3 Stocks

Valorisation du stock (valeur brute)

Les stocks sont essentiellement constitués de carburant, de fournitures consommables et de vêtements de travail. Ils sont évalués au coût réel d'achat selon la méthode du coût moyen pondéré.

Dépréciation des stocks

Lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure à la valeur brute déterminée aux conditions énoncées ci-dessus, une dépréciation des stocks est constituée pour le montant de la différence.

1.4 Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées pour tenir compte des risques de non-recouvrement appréciés au cas par cas.

1.5 Provisions pour risques & charges

Des provisions sont constituées pour prendre en compte les risques et charges résultant des risques identifiés (litiges, procès, amendes et pénalités...).

D'une manière générale chacun des litiges connus dans lesquels la société est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires pour couvrir les risques estimés ont été comptabilisées.

Au 31 mai 2025 le montant total des provisions pour risques et charges s'établit à 91 387 672 euros, dont le détail est le suivant :

Litiges salariés:	-5 838
Litiges commerciaux:	-4 013
IDR, MDT et ESA:	-40 992
Litige URSSAF + autres	-1 337
Provision risques et charges divers :	—
Provision pour restructuration:	-39 208
TOTAL:	-91 388

1.6 Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de la clôture.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée en « écart de conversion ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

1.7 Engagements de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés font l'objet d'une provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'appuie sur les hypothèses suivantes et est conforme aux recommandations de l'ANC:

- Taux d'actualisation de 3.80%;
- Tables d'espérance de vie et de quotient de mortalité issues de l'INSEE 2018-2020 ;
- Départ à la retraite à l'âge légal, établi à 64 ans suite à l'adoption de la réforme des retraites ;
- Paramètres propres à chacun des salariés de la société : âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel ;
- Données spécifiques à la société : convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale (+2,20%), inflation (+2,20%) par année, charges sociales 50%.

Le montant de l'indemnité de départ à la retraite s'établit à 27 200 175 euros à la clôture de l'exercice.

Contrairement à l'année dernière ou la Société avait décidé d'utiliser une méthode par projection pour l'évaluation de l'engagement, l'évaluation de cette année est complète et repose sur les données de l'année.

2 Informations complémentaires

2.1 Gratifications accordées au titre des Médailles du travail

Ces engagements sont évalués à la valeur actuelle probable des droits acquis en tenant compte des dispositions légales et des accords d'entreprise en fonction d'hypothèses actuarielles tenant compte principalement de l'inflation jusqu'à l'obtention des médailles, de la rotation du personnel et des tables de mortalité.

Les engagements ainsi calculés sont comptabilisés en provision pour risques (avis 2004-05 du 25/03/2004 du CNC).

2.2 Engagements en matière de droit individuel de formation

Suite aux nouvelles dispositions législatives, l'intégralité des heures de Droits Individuels à la Formation (DIF) a été transférée dans le Compte Personnel de Formation (CPF), géré par la Caisse des dépôts, l'entreprise n'a plus d'engagements à ce titre.

2.3 Gestion de trésorerie centralisée

La société FedEx Express International BV centralise la trésorerie des filiales et sous filiales du groupe FedEx. Ainsi, chez FedEx Express FR les excédents de trésorerie remontés chez TNT Finance BV sont présentés dans le poste des « Autres créances ».

2.4 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires des Commissaires Aux Comptes sont comptabilisés au niveau du Groupe.

2.5 Transactions avec les entreprises liées

Les transactions de Fedex Express FR avec les entreprises liées sont conclues à des conditions normales de marché et ne sont donc pas détaillées dans cette annexe.

2.6 Autres engagements hors bilan

Les engagements donnés par la Société s'élèvent à 19 280 K€. Ceux-ci sont couverts par des cautions bancaires. Ils concernent la location des dépôts opérationnels (montant de 6 728 K€), les opérations douanières (montant de 10 494 K€ dont une caution de 1 996 K€ en lien avec le litige Conceptus et deux cautions d'un montant total de 2 627 K€ pour le litige Highland Technology) et des fournisseurs (montant de 2 058 K€).

Effectif moyen

Catégories de salariés	Effectif	Effectif N-1
Cadres	1 098	1 136
Agents de maîtrise & techniciens	1 407	1 455
Employés	553	579
Ouvriers	1 892	2 025
TOTAL	4 951	5 195

Composition du capital social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en EUROS
1-Action ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1,489,217	200.00	297,843,400
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			2,501,884
3-Actions ou parts sociales remboursés pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2+3)	1,489,217	201.68	300,345,284

cf. page 9 - Réorganisation du Groupe FedEx

Liste des filiales et participations :

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts avances	Chiffre d'affaires
Siège social	Capitaux propres	Divid. encaiss	Val. nette Titres	Cautions	Resultat
FILIALES (plus de 50%)					
JET SERVICE GMBH*	25 565	100%	6 158 135	—	—
NC	-18 665 994	—	0	—	—
TNT FAA**	1 000 000	100%	2 021 573	—	320 187
58 avenue Général Leclerc, Lyon	625 083	—	573 958	—	7 611
Safir			3 812	—	
NC		—	3 812	—	
*Eléments au 31 mars 2024					
**Eléments au 31 mai 2025					
PARTICIPATION (10 à 50%)					
AUTRES TITRES					

Etat des immobilisations:

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	4 172 200		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	326 645 082		
Terrains	810 830		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	4 927 725		680 563
Constructions sur sol d'autrui	8 020		
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	102 814 189		12 999 478
Installations générales, agenc., aménag.	70 813 156		4 602 937
Matériel de transport	44 546 971		2 298 324
Matériel de bureau, informatique, mobilier	24 797 441		914 752
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	235 306		387 899
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	248 953 640		21 883 955
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	24 796 693		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	2 961 439		2 539 177
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	27 758 132		2 539 177
TOTAL GENERAL	607 529 057		24 423 132

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			4 172 200	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			326 645 082	
Terrains		810 830		
Constructions sur sol propre		4 380 012	1 228 276	
Constructions sur sol d'autrui		8 020		
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.		13 146 236	102 667 431	
Installations générales, agencements divers		6 218 739	69 197 353	
Matériel de transport		116 100	46 729 195	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		7 570 432	18 141 761	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			623 205	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	32 250 371	238 587 224		
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			24 796 693	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			5 500 616	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			30 297 309	
TOTAL GENERAL	32 250 371		599 701 818	

Etat des amortissements:

Rubriques	Début d'exercice		Dotations	Reprises	Fin d'exercice	
Frais d'établissements et développement	4 172 200				4 172 200	
Fonds commercial	15 244				15 244	
Autres immobilisations incorporelles	16 535 543		2 000 180		18 535 723	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 722 988		2 000 180		22 723 169	
Terrains	3 582			3 582		
Constructions sur sol propre	4 562 249		54 399	4 126 731	489 916	
Constructions sur sol d'autrui	2 339		802	3 074	66	
Constructions installations générales,agenc.,aménag.						
Installations techniques, matériel et outillage industriels	69 597 766		9 738 942	12 591 054	66 745 653	
Installations générales, agenc. et aménag. divers	60 792 294		2 544 602	1 805 707	61 531 190	
Matériel de transport	39 795 661		955 084		40 750 745	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	21 786 115		997 149	7 566 460	15 216 804	
Emballages récupérables, divers						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	196 540 008		14 290 979	26 096 611	184 734 377	
TOTAL GENERAL	217 262 997		16 291 160	26 096 611	207 457 546	
VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Rubriques	Dotations			Reprises		Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.						
INCORPOREL.						
Terrains						
Construct.						
- sol propre						
- sol autrui						486 964
- installations						-486 964
Install. Tech.						
Install. Gén. Mat.						
Transp. Mat						
bureau Embal						
recup.						
CORPOREL.						486 964
Acquis. titre						-486 964
TOTAL						486 964
Charges réparties sur plusieurs exercices						
Début d'exercice		Augmentations		Dotations		Fin d'exercices
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

Etat des provisions et dépréciations :

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	486 964		486 964	
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	486 964		486 964	
Provisions pour litiges	12 278 668	6 329 214	8 756 523	9 851 359
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités	1 303 023	4 351 320	4 317 739	1 336 604
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	36 306 875	7 559 210	2 874 481	40 991 604
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	9 467 429	36 059 416	6 318 740	39 208 105
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	59 355 995	54 299 161	22 267 484	91 387 672
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	7 605 748			7 605 748
Dépréciations autres immobilis. financières	16 616 986			16 616 986
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	39 024 459	37 046 823	38 495 129	37 576 153
Autres dépréciations	1 921 185			1 921 185
DEPRECIATIONS	65 168 379	37 046 823	38 495 129	63 720 073
TOTAL GENERAL	125 011 339	91 345 984	61 249 579	155 107 745
Dotations et reprises d'exploitation		55 286 567	54 443 964	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		36 059 416	6 805 705	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

La dotation de 36 059 416 euros sur la ligne Autres provisions pour risques et charges correspond au PSE Forward. cf. page 9.

Etat des créances:

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	16 616 986		16 616 986
Prêts			
Autres immobilisations financières	5 500 616		5 500 616
Clients douteux ou litigieux	41 038 810	41 038 810	
Autres créances clients	232 017 725	232 017 725	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	490 610	490 610	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	38 953 192	38 953 192	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	2 483 998	2 483 998	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	297 780 580	297 780 580	
Débiteurs divers	2 815 545	2 815 545	
Charges constatées d'avance	4 543 400	4 543 400	
TOTAL GENERAL	642 241 466	620 123 863	22 117 602
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes:

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	355 405	355 405		
Fournisseurs et comptes rattachés	137 104 735	137 104 735		
Personnel et comptes rattachés	63 903 421	63 903 421		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	38 104 207	38 104 207		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	17 078 180	17 078 180		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	20 545 777	20 545 777		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	60 960 427	60 960 427		
Autres dettes	4 147 439	4 147 439		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 554 748	2 554 748		
TOTAL GENERAL	344 754 343	344 754 343		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	40 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	169 249			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Variation des capitaux propres:

Rubriques	Montant
Capitaux propres N-1 après résultat et avant AGO	489 219 604
Distributions	—
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	489 219 604
Variations du capital social	
Variation des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variation des subventions d'investissement et des provisions réglementées	
Variation des autres postes	
Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	489 219 604
Variations du capital social	2 501 884
Variations du compte de l'exploitant	
Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport ...	
Variations des écarts de réévaluation	
Variations des réserves légales, statutaires, contractuelles et autres	1 764 028
Variations des provisions réglementées	-486 964
Variations du report à nouveau	33 516 525
Variations des subventions d'investissement et provisions réglementées	
- Affectations du résultat N-1 en capitaux propres (hors distributions)	-35 280 553
Variations en cours d'exercice	
Capitaux propres à la clôture de l'exercice avant résultat	491 234 524
Résultat de l'exercice	25 442 730
Capitaux propres à la clôture de l'exercice après résultat et avant assemblée annuelle	516 677 254

Charges à payer et produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/05/2025	31/05/2024
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 662 259	67 533 316
Dettes fiscales et sociales	87 906 729	87 746 248
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 566 310	5 293 610
TOTAL	159 135 298	160 573 174

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/05/2025	31/05/2024
Créances rattachées à des participations	—	—
Autres titres immobilisés		—
Prêts	—	—
Autres immobilisations financières	—	—
Créances clients et comptes rattachés	71 869 061	71 907 136
Autres créances	2 374 955	4 087 124
Valeurs mobilières de placement	—	—
Disponibilités	—	—
TOTAL	74 244 016	75 994 260

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/05/2025	31/05/2024
Produits d'exploitation	2 554 748	2 817 862
Produits financiers		—
Produits exceptionnels		—
TOTAL	2 554 748	2 817 861

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/05/2025	31/05/2024
Charges d'exploitation	4 543 400	6 764 275
Charges financières	—	—
Charges exceptionnelles	—	—
TOTAL	4 543 400	6 764 275

Autres charges d'exploitation

	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/05/2025	31/05/2024
Redevances de marques	14 309 277	14 405 731
Pertes sur créances irrécouvrables	19 344 910	18 672 270
Autres charges de gestion courante	2 737 510	5 898 280
TOTAL	36 391 697	38 976 281

Autres produits d'exploitation

	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/05/2025	31/05/2024
Reprise de Provisions risques et charges	54 443 964	17 400 194
Transfert de charges	13 837 390	18 241 658
Produits de gestion courante	7 203 348	3 794 811
TOTAL	75 484 702	39 436 662

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Charges	Produits
Dotations aux amortissements dérogatoires		486 964
Amendes et pénalités	1 140 856	
TC-Salaires, Honoraires formation, consultants PSE	5 968 225	
Audit URSSAF Paiement	2 235 353	
VECAC	1 330 671	
Projets reorganization (Puzzle)	2 398 789	
PSE Forward	36 059 416	
PCEA		9 014 232
Extourne provisions Heures Sup		7 950 000
Reprise de provision PSE NH Puzzle et Forward		6 318 740
Heures supplémentaires en exceptionnel	6418123	
TOTAL	55 551 433	23 769 937

Transfert de charges

Nature des transferts de charges	Montant 2025	Montant 2024
Transferts de charges d'exploitation	13 837 390	18 241 658
Transferts de charges exceptionnelles		
TOTAL	13 837 390	18 241 658

Les transferts de charges en exceptionnel correspondent au montant des salaires, des honoraires de formations et de consultants versés sur l'exercice dans le cadre du plan social en cours et aux versement exceptionnel (7 419 k€) d'un rattrapage d'heures supplémentaires (6 418 k€)

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du résultat de l'exercice	Montant 2025
Production vendue de services - France	976 331 466
Production vendue de services - CEE et exportation	928 238 634
Total	1 904 570 100